

CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles et porcine

>>> Avril 2025

POINTS CLÉS

VOLAILLE

- Sur les deux premiers mois de 2025, par rapport à la même période en 2024, les abattages de volailles ont progressé de 2,9 %, portés par la hausse des volumes de poulets et de canards gras tandis que les abattages de dindes et de canards à rôtir ont reculé.
- Sur la même période, les exportations de viandes de poulet ont baissé, notamment vers l'Arabie saoudite et les Pays-Bas. En revanche, les importations ont augmenté de 3,4 %, soutenues par l'augmentation des envois depuis la Pologne.
- La production d'œufs a progressé de 2,9 % en mars 2025 par rapport à mars 2024. La cotation TNO calibre M est orientée à la baisse depuis mi-avril. En semaine 16, elle a atteint 17,55 €/100 œufs, un niveau qui resté très élevé.

VIANDE PORCINE

- En mars 2025, les abattages français en volume sur 12 mois glissants (comparés aux 12 mois antérieurs) sont en légère progression (+ 1,2 %), alors qu'ils sont quasi stables en têtes (+ 0,2 %), ceci du fait d'une hausse du poids carcasse (+ 1,5 kg en un an).
- Les cotations françaises progressent légèrement depuis mi-mars (cotations de l'ordre de 2,01 €/kg de carcasse classe S le 24 avril). Dans le même temps, les coûts liés à l'aliment tendent globalement à se stabiliser. À ce stade, la rentabilité des élevages reste à un niveau correct.
- Sur les deux premiers mois de 2025 comparés à ceux de 2024, les importations en volume de la France en viande de porc progressent légèrement, alors que les exportations sont en repli de 8 %.
- En février 2025, sur douze mois glissants, la consommation globale de porc (calculée par bilan) confirme son rebond (+ 1,8 %).

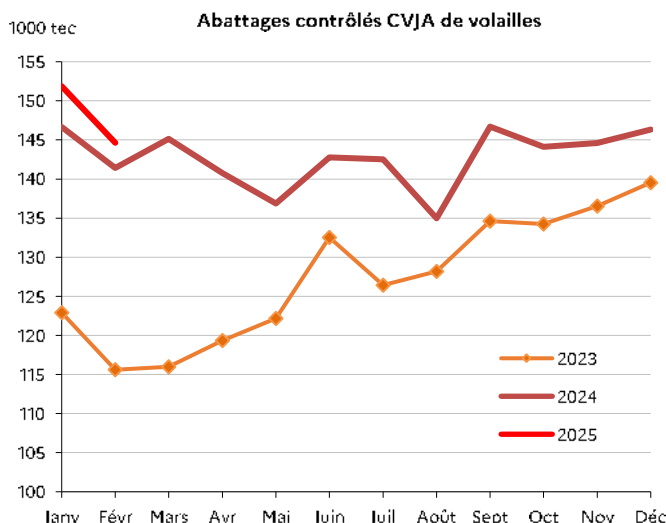
ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en janvier 2025 (+ 1,0 % par rapport à janvier 2024), avec des évolutions variables selon les espèces : bovins (+ 3,7 %), porcins (- 0,1 %), poulet (+ 4,0 %), poules pondeuses (- 2,2 %).
- En janvier 2025, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (+ 0,0 % par rapport au mois précédent dont porcins - 0,1 %, volailles + 0,2 %).

VOLAILLES DE CHAIR

En janvier 2025, les **misés en place** de poussins de chair sont toujours haussières (+ 3,2 %) par rapport à janvier 2024. Elles sont tirées par les mises en place de poussins gallus (+ 3,6 %) et la reprise de celles de dindonneaux (+ 13,5 %). À l'inverse, les mises en place de canetons se sont repliées (- 11,2 %).

Les abattages ont continué de progresser lors des deux premiers mois de 2025 (+ 2,9 %) grâce à l'augmentation des abattages de poulets (+ 5,5 %) et de canards gras (+ 4,8 %). En revanche, les abattages de dindes (- 2,2 %) et de canards à rôtir (- 20,5 %) ont reculé. La filière canard à rôtir reste affectée par des stocks élevés, bien qu'en recul depuis le troisième trimestre 2024.



Après une progression sur l'ensemble de l'année 2024 (+ 7,7 %), les **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet ont diminué au cours des deux premiers mois de 2025 (- 6,8 % soit - 4,0 ktec). Les volumes sont tirés à la baisse par le repli des envois vers les pays tiers (- 19,5 % soit - 4,8 ktec), pour l'essentiel en raison du net recul des envois vers l'Arabie saoudite (- 20,5 % soit - 2,5 ktec) et le Royaume-Uni (- 34,5 % soit - 1,3 ktec). En revanche, vers l'Union européenne, les envois ont progressé (+ 2,5 % soit + 0,9 ktec). Les hausses des volumes vers la Belgique (+ 11,9 % soit + 0,8 ktec) et l'Allemagne (+ 15,0 % soit + 0,9 ktec) ont partiellement compensé le recul des envois vers les Pays-Bas (- 24,1 % soit - 2,2 ktec).

Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Sur la même période, les **importations** françaises de viandes et préparations de poulet ont augmenté (+ 3,4 %, soit + 4,7 ktec) portées par le dynamisme des envois depuis les autres pays l'Union européenne (+ 5,4 % soit + 6,8 ktec). Cette dynamique s'inscrit dans la tendance observée depuis 2024, avec des achats en hausse depuis la Pologne (+ 17,0 % soit + 7,4 ktec) mais en repli depuis la Belgique (- 4,3 % soit - 1,4 ktec) et les Pays-Bas (- 1,1 % soit - 0,2 ktec). Les importations depuis les pays tiers ont diminué, toujours tirées à la baisse par le repli des expéditions depuis le Royaume-Uni (- 28,3 % soit - 2,3 ktec).

Au global, en cumul sur les deux premiers mois de 2025, le **solde** des échanges français des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 82 ktec et de 245 millions d'euros. Le déficit s'est dégradé par rapport à celui de la même période en 2024, à la fois en volume (5 ktec) et en valeur (41 millions d'euros). Le solde reste positif vers les pays tiers, mais fortement déficitaire vers l'Union européenne.

En février 2025, au regard de février 2024, selon les données du panel consommateurs Kantar Worldpanel, les **achats des ménages** de viandes fraîches et d'élaborés de volailles se sont stabilisés (- 0,3 %), de même que les prix (- 1,0 %). Les achats de viande de poulet se sont relativement maintenus (- 0,9 %) avec une baisse plus modérée pour les découpes (- 1,2 %) que pour le poulet PAC (- 4,8 %). Le recul des achats de viande de dinde s'est poursuivi (- 5,1 %). Les achats de canard ont été de nouveau orientés à la baisse (- 15,3 %).

LAPINS

En cumul sur les deux premiers mois de 2025, les abattages de lapins ont continué à diminuer (-1,9 %). En semaine 14, la cotation nationale du lapin vif a atteint 2,52 €/kg (+ 0,03 €/s.14 2025).

Au cours des deux premiers mois de 2025, les exportations françaises de viande de lapin ont connu une forte hausse par rapport à la même période en 2024 (+ 14,2 % soit + 86,5 tec). Cette dynamique est principalement portée par l'augmentation des envois vers l'Italie (+ 74,4 %, soit + 79,1 tec) et vers la Belgique (+ 60,7 %, soit + 88,1 tec). Sur la même période, les importations ont diminué (- 19,3 % soit - 14,7 tec). Bien qu'elles aient progressé depuis l'Union européenne, elles ont été tirées à la baisse par le repli des volumes en provenance de Chine. Elles restent marginales au regard de la production nationale.

En cumul sur les deux premiers mois de 2025, le solde des échanges français de viande de lapin est resté positif, avec un excédent de 634 tec et de 2 591 k€. Par rapport à 2024, l'excédent s'est amélioré de 101 tec et de 128 k€.

POULES PONDEUSES ET ŒUFS

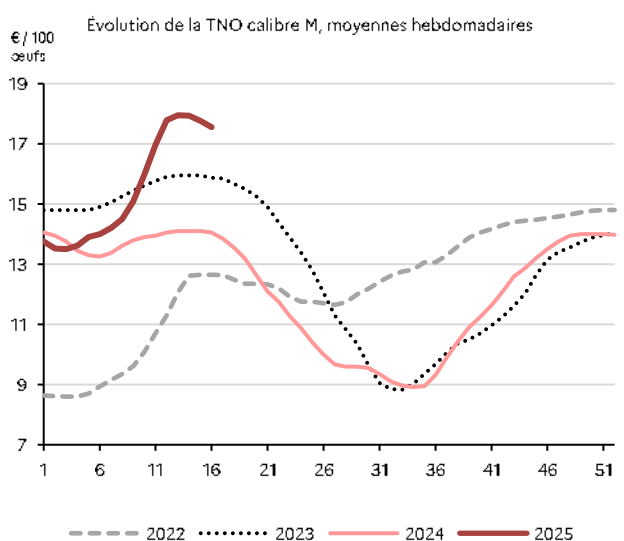
En janvier 2025, les **mises en place** de poulettes de ponte ont augmenté (+ 15,3 %) par rapport à janvier 2024. En mars 2025, la production d'œufs a augmenté (+ 2,9 %) par rapport à mars 2024.

En février 2025 par rapport à février 2024, les exportations d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires ont diminué (- 5,7 %, soit - 1,1 kteoc) alors que les importations ont augmenté (+ 15,5 %, soit + 3,5 kteoc). Les **exportations** d'œufs coquilles ont progressé (+ 31,9 % soit + 0,77 kteoc). La hausse est pour l'essentiel portée par l'augmentation de volume à destination des Pays-Bas (+ 61,7 % soit + 0,56 kteoc), même si les exportations ont également augmenté vers d'autres pays (Belgique, Luxembourg, Italie). À l'inverse, les exportations d'ovoproduits alimentaires ont diminué (- 10,8 %, soit - 1,9 kteoc), avec un net repli des envois vers l'Italie. Les **importations** d'œufs coquilles sont très dynamiques (+ 27,9 % soit + 3,1 kteoc) notamment depuis les Pays-Bas et la Pologne, alors que les volumes importés depuis l'Espagne se sont fortement repliés. Les importations d'ovoproduits alimentaires ont enregistré une hausse plus modérée (+ 3,7 % soit + 0,44 kteoc).

En février 2025, le solde global des échanges français d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires est déficitaire en volume (- 7,6 kteoc) et en valeur (- 16,7 millions d'euros). Le solde des ovoproduits non alimentaires est excédentaire de 4,8 kteoc et de 1,7 millions d'euros.

Bien que la cotation TNO calibre M soit orientée à la baisse depuis mi-avril, dans un contexte de tension toujours présente sur l'offre, elle se maintient à un niveau très élevé, dépassant les précédents records connus lors de l'épidémie d'IAHP en 2023. En semaine 16, elle a atteint 17,55 €/100 œufs (+ 3,50 €/s.16 2024).

Après plusieurs mois de progression, les achats d'œufs des ménages, pour leur consommation à domicile, ont diminué (- 1,8 %) en février 2025, par rapport à février 2024, selon les données du panel consommateurs Kantar. Les œufs au sol sont toujours très appréciés (+ 13,1 %). Alors qu'ils étaient en net progression depuis plusieurs années, les achats d'œufs plein air ont le plus fortement diminué (- 4,2 %). Enfin la reprise des achats d'œufs biologiques s'est poursuivie (+ 3,2 %).



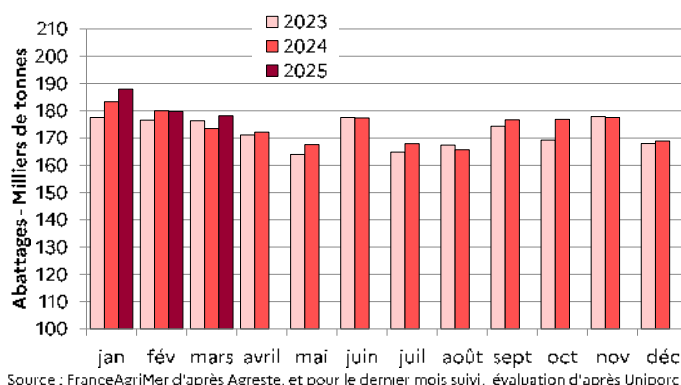
FILIÈRE PORCINE

Abattages

En volume, **les abattages français** sur 12 mois glissants en mars 2025 (comparés aux 12 mois antérieurs) sont en légère progression (+1,2 %), alors qu'il y a un an, ils étaient en net repli (-2,2 %). En têtes, ils sont quasi stables (+0,2 %).

Cette stabilité des abattages en têtes reflète les progrès en terme de productivité dans les élevages, puisque le **cheptel** porcin est, lui, en recul : les chiffres de l'enquête cheptel France SSP de décembre 2024 font ressortir, par rapport à 2023, une baisse de 1,8 % pour les truies et 0,7 % pour l'ensemble des porcs.

Cette situation contrastée d'évolution de la production française s'explique par la forte hausse du poids moyen des carcasses (+1,5 kg en un an), ce qui permet pour l'instant de préserver les volumes mis sur le marché. Une telle évolution résulte de la recherche d'une valorisation optimale des animaux, la modification de la grille Uniporc offrant une meilleure rémunération des carcasses lourdes.

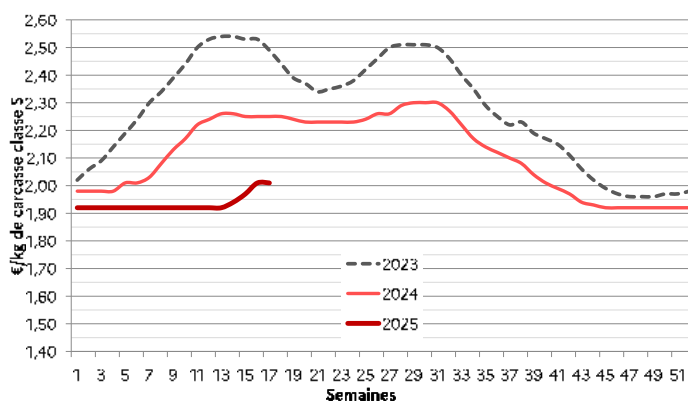


Cotations carcasse classe S

Stables depuis novembre 2024, les **cotations françaises** ont connu depuis la mi-mars un début de reprise saisonnière. Celle-ci a donc commencé plus tard que lors des années antérieures. De plus, l'amplitude de la variation reste à ce stade assez limitée (+9 centimes sur un mois, à environ 2,01 €/kg de carcasse classe S au 24 avril).

Alors que l'offre reste à un niveau correct, la demande de la transformation et celle des ménages français apparaissent peu dynamiques, ce qui influe très probablement sur la hausse limitée des cotations.

Les principaux **prix européens** connaissent pour leur part des variations à la hausse assez mesurées : la cotation allemande progresse lentement, et les prix du Danemark et des Pays-Bas devraient suivre le mouvement. En Espagne la demande reste toujours supérieure à l'offre, sans que cela entraîne à ce stade une croissance importante de la cotation porcine nationale, les importations de porcs vifs restant par ailleurs à un niveau élevé.



Échanges

Sur les deux premiers mois de 2025 comparés à ceux de 2024, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les **exportations en volume** de la France sont en repli (-8 %, -5 kt). En baisse vers l'UE (-12 %, -6 kt), elles ont reculé en particulier vers l'Italie, principale destination (-18 %, -2 kt), mais progressé vers l'Allemagne (+16 %, +1 kt). À destination des pays tiers, elles se sont légèrement accrues (+2 %, +0,4 kt), en particulier vers la Chine (+6 %, +0,4 kt). En parallèle de l'ouverture d'une procédure anti-dumping sur la viande de porc contre l'Union européenne, les importations chinoises de viande ne reculent donc pas, ceci en lien sans doute avec une réduction de la production locale et une consommation qui semble repartir. La forte concurrence des États-

Unis et du Brésil continue par ailleurs toujours à s'exercer sur les marchés des pays tiers, en particulier en Asie. Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les **importations de la France** (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) sont en légère progression (+2 %, +1 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+52 %, +2 kt). Au total, **le solde commercial** est positif en volume (+15 kt), mais en recul par rapport à 2024 (-29 %, -6 kt).

Consommation

La **consommation totale de porc** en volume (calculée par bilan) avait été en net recul en 2023 (-3,7 % par rapport à 2022) sous l'effet de l'inflation, puis avec la réduction de celle-ci avait connu un rebond en 2024 (+1,7 %). En février 2025, sur douze mois glissants, l'évolution reste du même ordre (+1,8 %).

Les **prix au détail** fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en février 2025, font apparaître ce net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : +1,9 % pour le porc frais contre +8,1 % en janvier 2024 (et +1,1 % pour les viandes de boucherie fraîches contre +6,1 % en janvier 2024). Sur la charcuterie, les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit -3,4 % en février contre +8,9 %, autres charcuteries -0,2 % contre +9,6 %).

Malgré ce recul de l'inflation, les données de Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en février 2025, ne font pas ressortir à ce stade d'effet sur les volumes de **produits porcins achetés par les ménages** pour leur consommation à domicile. Ceux-ci ont continué à se réduire : -1,6 % pour la viande de porc hors élaborés, -4,4 % pour les saucisses fraîches, -0,8 % pour le jambon cuit. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (-1,9 %).

ALIMENTATION ANIMALE

Les **fabrifications d'aliments composés** évaluées par le SSP ont progressé en volume en janvier 2025 (+1,0 % par rapport à janvier 2024), avec des évolutions variables selon les espèces : bovins (+3,7 %), porcins (-0,1 %), poulet (+4,0 %), poules pondeuses (-2,2 %).

En janvier 2025, l'**indice Ipampa** pour aliments composés est stable (+0,0 % par rapport au mois précédent dont porcins -0,1 %, volailles +0,2 %). Le coût de l'aliment porc croissance IFIP progresse légèrement en février à 325 €/t. L'indice coût matières premières Itavi de mars 2025, au regard du mois précédent, a progressé de 0,1 % pour les poules pondeuses et de 0,2 % pour le poulet standard.

Directeur de la publication : Martin Gutton / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 — www.franceagrimer.fr

FranceAgriMer